agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE / COTE-D'IVOIRE - Les miliciens du « Seigneur de la Guerre » tué dimanche dernier attaquent, maltraitent et volent des missionnaires à Korhogo

Abidjan (Agence Fides) - Un affrontement entre factions rivales des rebelles qui contrôlent le nord de la Côte-d'Ivoire, est à la base de la mort de Adama Couliby, un des principaux chefs des milices ivoiriennes, tué le 8 février à Korhogo, dans l'extrême nord de la Côte-d'Ivoire, rapportent des sources locales de l'Agence Fides dans le pays. D'après ces sources, une Mission locale a été attaquée dans la nuit du 9 février par un groupe d'hommes armés. « Nous allons à peu près bien, déclare un des missionnaires. Les assaillants sont arrivés vers une heure du matin et ont enfoncé la porte. Ils nous ont menés et frappés ; nous avons été obligés de leur donner le peu d'argent qui se trouvait à la Mission. Puis, ils nous ont enfermé dans une pièce et se sont enfuis. Nous avons été libérés un quart d'heure plus tard par des soldats français, présents depuis quelque temps dans la ville pour faire respecter la trêve. Grâce à cet épisode, les troupes françaises ont décidé d'assurer la sécurité dans la ville. Les rebelles en effet sont divisés entre eux et ne sont plus capables de maintenir l'ordre… Les hommes qui nous ont attaqués appartenaient à la faction du dirigeant assassiné, Adama Couliby. Ayant perdu leur chef, ses hommes s'enfuient de Korhogo, et cherchent de l'argent pour assurer leur fuite », conclut le missionnaire.

Au plan politique, le Président du Pays, M. Laurent Gbagbo a déclaré qu'il était très satisfait des entretiens qu'il avait eus en France lors de sa récente visite à Paris. Des sources locales d'Abidjan rapportent à l'agence Fides que le Président Gbagbo a déclaré que les divergences entre les deux Pays avaient été surmontées, et qu'il fallait regarder vers l'avenir pour ramener la paix définitive en Côte-d'Ivoire.

Paris a assuré à la Côte-d'Ivoire qu'elle appuierait la demande d'aides économiques auprès des institutions financières internationales, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Le gouvernement français s'est aussi engagé à soutenir le processus de désarmement des factions ivoiriennes, en exerçant des pressions sur le Conseil de Sécurité des Nations-Unies pour qu'il envoie le plus tôt possible en Côte-d'Ivoire, un contingent de Casques bleus, avec la tâche de s'occuper des opérations de désarmement.

« Le désarmement est la condition indispensable pour faire sortir le Pays de la crise qui a éclaté au mois de septembre 2002, déclarent nos sources. Sans le désarmement des factions, en effet, on ne peut faire des élections, prévues pour 2005, ni même commencer une campagne électorale. La Constitution elle-même interdit les consultations électorales quand le pays est divisé, et quand il y a des troubles de l'ordre public ».

Un plan détaillé a déjà été élaboré pour mettre en route les procédures de désarmement, avec les temps et la manière de la remise des armes lourdes et légères ; mais, tant que les Casques bleus ne se seront pas déployés dans le pays, les opérations ne pourront commencer. Les différentes factions ivoiriennes en effet, ne veulent rendre les armes qu'à une faction neutre. (L.M.)

(Agence Fides, 10 février 2004, 39 lignes, 525 mots)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it